

Éditorial

Autonomie des Universités et loi contre le droit de grève ...Crise du « subprime » et expulsions...

De Paris à Washington: un même processus, une même politique.

À Paris, aussitôt élu, le gouvernement Sarkozy est passé à l'offensive contre la jeunesse, avec le vote – en juillet - d'une loi sur l'Université, qui engage le processus de destruction du droit aux études gratuites et à de vrais diplômes nationaux.

À Washington, après sept années de gouvernement Bush, des milliers de familles modestes se font expulser de leur maison, victimes d'une véritable escroquerie au crédit immobilier.

Entre ces deux événements en apparence si différents et si distants, quel est donc le point commun? /...

S'il est possible de parler d'un même processus de Paris à Washington, c'est que la défense du capitalisme, surtout quand ce capitalisme est en crise, conduit partout les différents gouvernements à multiplier les coups contre les travailleurs et la jeunesse, ceci à seule fin de préserver les profits.

Ainsi, avec la crise financière qui s'est ouverte cet été aux États-Unis (cf analyse pages 20 à 24), ce sont d'abord les ménages modestes qui sont financièrement étranglés puis expulsés de leur logement. Bush a bien voulu leur offrir sa compassion...mais a clairement affirmé qu'il n'était pas question que le gouvernement soutienne « *ceux qui ont pris la décision d'acheter un logement dont ils n'avaient pas les moyens* » : qu'on les jette à la rue !

Par contre, c'est avec l'aide du gouvernement américain qu'un fonds spécial doté de 80 milliards de dollars est préparé pour sauver les capitaux des spéculateurs et autres rapaces.

Cette crise s'est étendue au reste de la planète financière, et menace le capitalisme français. D'où l'agitation accrue de Sarkozy ; il n'y a pas une semaine sans que de nouveaux coups soient annoncés contre la jeunesse, contre les lycéens et les étudiants (voir dossier dans ce numéro) mais aussi contre les jeunes travailleurs. Ceux-ci sont visés, au même titre que l'ensemble des travailleurs, par l'attaque contre le Code du travail, contre les contrats à durée déterminée (CDI), contre les remboursements de la Sécurité sociale, ...En fait, c'est une attaque générale : contre les régimes de retraite à la SNCF et la RATP, contre les fonctionnaires, contre les travailleurs immigrés et les réfugiés (test ADN), contre le droit de grève...

Pendant ce temps, la presse révèle chaque jour quelques aspects du capitalisme : les profits fabuleux des dirigeants d'EADS (stock options réalisés au bon moment), les opérations financières de Lagardère, un ami de Sarkozy, les millions d'euro utilisés, en liquide, par le « syndicat » des patrons de la métallurgie pour briser les grèves et acheter des « dirigeants » syndicaux corrompus...

Pour ces gens là, tout est bon, et s'il faut changer la loi, Sarkozy y veillera. Déjà, il annonce une loi pour que les patrons cessent d'être ennuyés par la justice. Pourtant, celle-ci n'est pas méchante pour les bourgeois. Ainsi le dossier consacré à l'appartement de Sarkozy (une très bonne affaire...) vient d'être classé sans suite par la justice : Sarkozy ne risque absolument pas d'en être expulsé comme le sont les travailleurs américains de leur logement, ou comme viennent d'être expulsés par la police, à Paris, des « Sans logis » avec leurs tentes ! Ils sont déjà à la rue ? Qu'on les chasse ! Comme les préfets ont reçu l'ordre de chasser du territoire 25 000 travailleurs et réfugiés sans papiers !

Bien évidemment, une riposte de tous les travailleurs, de toute la jeunesse, avec l'ensemble de leurs organisations, est nécessaire. Ce n'est qu'en infligeant une défaite majeure à ce gouvernement, ouvrant la voie à son éviction, que l'on pourra mettre un coup d'arrêt à cette politique. Ceci implique de contraindre les organisations syndicales à cesser de collaborer avec le gouvernement, à coups de tables rondes, de « concertation » permanente, de négociations, etc...

La mobilisation spontanée, s'organisant en Assemblées générales, comités de grèves, délégués élus...peut les y obliger, au moins pour un temps, comme ce fut le cas durant la mobilisation contre le CPE.

Mais le seul moyen véritablement efficace demeure la construction d'une organisation révolutionnaire parce qu'une telle organisation, dans tous les combats, y compris les plus simples, ne perd pas de vue

l'objectif fondamental : non pas aménager le capitalisme mais en finir avec cette société qui prépare de nouvelles catastrophes, ouvrir la voie au socialisme.

Aujourd'hui, c'est en défendant les vraies revendications, et donc en rompant avec ce gouvernement, que l'on peut réaliser l'unité contre Sarkozy ; et pour commencer : **Abrogation de la loi Pécresse sur l'université ! Défense inconditionnelle des régimes de retraite à la SNCF et à la RATP ! Abrogation des lois contre les travailleurs et étudiants sans-papiers !...** Aussi ne s'agit-il pas de faire « pression » sur ce gouvernement par des journées d'action, par des actions divisées, il s'agit de briser l'offensive de ce gouvernement, de lui infliger une défaite majeure, ce qui implique la réalisation de front unique des organisations ouvrières et de la jeunesse.